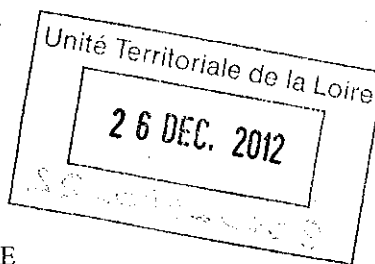




PRÉFÈTE DE LA LOIRE



**ARRETÉ N°353 /DDPP/2012**  
**portant abrogation de l'arrêté de mise en demeure n° 125/DDPP/11**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 janvier 2010 réglementant les activités exercées par la société NOUVELLE GALVALOIRE dans ses installations sises à Saint Chamond, 25 rue Louis Chatin ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 14 mars 2011 imposant à l'exploitant le respect de certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 12 janvier 2010 susvisé ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 26 novembre 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection du 22 novembre 2012, constatant les actions mises en place par l'exploitant pour satisfaire les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2011 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de ces éléments, les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 14 mars 2011 ont été respectées et qu'il y a donc lieu de les abroger ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

**ARRETE**

**Article 1 :** Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2011 susvisé mettant en demeure la société GALVALOIRE à Saint Chamond de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 janvier 2010 sont abrogées.

**ARTICLE 2 :** La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Saint Chamond sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

Patrick Pélissier